

Banque nationale suisse
Rapport sur l'environnement
2015

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK



Table des matières

Avant-propos	3
1 Introduction et aperçu de la performance environnementale	4
2 La Banque nationale et l'environnement	5
3 Consommation des ressources	6
4 Changement climatique	10
5 Chiffres repères écologiques	12
6 Objectifs en matière d'environnement pour les années 2009 à 2016	13
7 Comparaison des chiffres de 2014	14
8 Exemples de mesures et de projets	15
9 Alimentation durable: rêve ou réalité?	18
10 Interview «On pourrait penser que le bio réalise de bien meilleurs résultats dans les écobilans, or ce n'est pas le cas.»	22
Index GRI	26
Glossaire	27

Avant-propos

Nous avons le plaisir de vous présenter l'édition 2015 du Rapport sur l'environnement. L'année passée, la Banque nationale suisse (BNS) s'est à nouveau trouvée confrontée à des défis majeurs, tant dans le domaine de la politique monétaire qu'au niveau opérationnel. Sa performance environnementale est contrastée: en ce qui concerne la consommation de papier, la quantité de déchets et la consommation d'eau, elle s'est encore améliorée tandis que les valeurs afférentes aux trois principaux facteurs d'émission de gaz à effet de serre, à savoir les transports, la consommation de chaleur et celle d'électricité, sont moins bonnes qu'en 2014. Nous ne nous laissons toutefois pas décourager par ce résultat en demi-teinte; au contraire, nous continuons à nous engager de manière ciblée en vue d'améliorer la performance environnementale de la BNS.

Dans le cadre de sa gestion de l'environnement, la Banque nationale réalise régulièrement des projets afin de sensibiliser les collaboratrices et collaborateurs à une utilisation des ressources durable et respectueuse de l'environnement, et de les inciter à développer de nouveaux comportements. Le thème spécial de cette édition du Rapport sur l'environnement porte sur l'alimentation durable. Dans un entretien qu'il nous a accordé, Niels Jungbluth nous éclaire sur les conséquences environnementales de notre comportement alimentaire. Il analyse l'impact écologique de la production alimentaire, évoque entre autres les thèmes de l'agriculture biologique et du gaspillage alimentaire, et formule des recommandations pour l'alimentation quotidienne.

Nous vous souhaitons une agréable lecture.

Comité de l'environnement Thomas Moser

Bureau de l'environnement Jonas Studer

Introduction et aperçu de la performance environnementale

Le Rapport sur l'environnement contient les données et les chiffres repères relatifs à la consommation de ressources et aux émissions de gaz à effet de serre de la Banque nationale suisse pour l'année écoulée. Les chiffres repères écologiques sont calculés et présentés conformément aux normes allemandes VfU Standard (Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten).

Le rapport décrit aussi les fondements de la gestion de l'environnement mise en œuvre par la BNS, sa stratégie de lutte contre le réchauffement climatique ainsi que les mesures et projets destinés à améliorer sa performance environnementale.

En 2015, la consommation de ressources de la Banque nationale a, par rapport à l'année précédente, reculé en valeur absolue et par collaborateur dans trois des six domaines recensés et augmenté dans les trois autres. Les valeurs relatives aux trois principaux facteurs d'émission de gaz à effet de serre, à savoir les transports, la consommation de chaleur et celle d'électricité, se sont accrues. Les déplacements professionnels ont enregistré la plus forte progression (+7,8% par collaborateur), imputable principalement aux voyages en avion (+14,4% par collaborateur).

La consommation de chaleur ainsi que celle d'électricité ont légèrement crû, de respectivement 1,6% et 0,3% par collaborateur. La hausse de la consommation de chaleur s'explique principalement par les conditions météorologiques, l'hiver 2015 ayant été nettement plus rigoureux que l'hiver 2014.

La consommation de papier a en revanche encore été réduite (-7,5% par collaborateur), grâce surtout à une utilisation moins importante d'imprimés et d'enveloppes. Par collaborateur, la quantité de déchets a baissé de 8% et la consommation d'eau, de 6,7%.

Les émissions de gaz à effet de serre ont quant à elles augmenté de 6,2% par collaborateur, les principales causes restant le trafic aérien (52,6%) et la consommation de chaleur (23,3%). Les émissions de gaz à effet de serre ont à nouveau été intégralement compensées, conformément à la stratégie de la BNS en matière de climat.

Le Rapport sur l'environnement compare pour la première fois les chiffres repères écologiques de la BNS avec ceux d'autres banques centrales. La BNS est dans le gros du peloton pour ce qui est de la consommation par collaborateur. Ses valeurs relatives à la consommation d'électricité et de chaleur, aux émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'au nombre de kilomètres parcourus à des fins professionnelles sont relativement élevées.

Elle obtient en revanche de très bons résultats en ce qui concerne la consommation de papier, la quantité de déchets et la consommation d'eau, et affiche la part de papier recyclé la plus importante (93%).

La Banque nationale a pour mandat légal de conduire la politique monétaire de la Suisse dans l'intérêt général du pays. L'accomplissement de ce mandat nécessite des ressources: la BNS consomme en effet de l'énergie et de l'eau, utilise des moyens d'exploitation, produit des déchets et entraîne des déplacements professionnels.

La production matérielle de la BNS comprend différentes publications ainsi que la fabrication, la distribution et l'élimination des billets de banque, tâches qui lui incombent en sa qualité de détentrice du monopole d'émission.

CHARTE ET CODE DE CONDUITE

Dans sa charte et son code de conduite, la BNS s'engage à fournir ses prestations en ménageant les ressources naturelles. Elle respecte les principes du développement durable et assume pleinement sa responsabilité en matière de protection de l'environnement dans l'exercice de son mandat légal.

CHARTE SUR L'ENVIRONNEMENT POUR LES ANNÉES 2009 À 2016

Les organes de direction arrêtent la stratégie de la BNS en matière de gestion de l'environnement, et énoncent les principes et les objectifs en vue d'une utilisation des ressources soucieuse de l'environnement.

Les objectifs fixés dans la troisième charte sur l'environnement pour les années 2009 à 2016 visent à stabiliser et à diminuer l'utilisation des ressources, en mettant un accent particulier sur la protection du climat. Les principaux domaines d'action sont les suivants:

- changement climatique;
- préservation des ressources et efficacité énergétique;
- approvisionnement en numéraire;
- collaborateurs¹;
- fournisseurs et partenaires de la BNS.

La charte sur l'environnement de la BNS peut être consultée à l'adresse www.snb.ch, La BNS/Structure et organisation/Gestion de l'environnement.

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

Depuis 1996, la Banque nationale met en œuvre une

gestion de l'environnement conforme à la norme ISO 14001 et publie un rapport annuel sur sa performance environnementale.

Les organes de direction sont informés chaque année des activités déployées dans le cadre de la gestion de l'environnement au moyen du Rapport sur l'environnement et d'un *management review*.

Le Comité de l'environnement de la Banque nationale coordonne les activités de gestion de l'environnement. Il se compose de représentants issus de tous les départements de la Banque.

Enfin, le Bureau de l'environnement est l'interlocuteur principal pour toutes les questions environnementales liées aux activités opérationnelles. En collaboration avec les responsables hiérarchiques, il se charge de la mise en œuvre de la gestion de l'environnement.

LIMITES DU SYSTÈME

Les limites du système définissent le domaine couvert par le Rapport sur l'environnement. Elles comprennent les immeubles utilisés par la BNS dans le cadre de ses activités opérationnelles à Berne et à Zurich. En raison du déménagement de la Place fédérale 1 à Berne dans les locaux provisoires situés à la Laupenstrasse 18, la superficie totale des bâtiments de la BNS a légèrement diminué pour s'inscrire à quelque 67 000 m².

Depuis 2011, le système englobe aussi le centre de calcul de Zurich, qui ne pouvait pas être pris en compte jusque-là, faute de données relatives à la consommation d'énergie.

Il comprend également le centre de formation et de vacances de la BNS à Hasliberg («centre Hasli»), les représentations de la BNS dans six villes suisses et sa succursale à Singapour, dont les données et les chiffres sont mentionnés séparément dans le présent rapport.

Le centre d'études de Gerzensee se trouve quant à lui en dehors des limites du système parce qu'il est en majorité utilisé par des tiers.

En 2015, la BNS employait 807 collaborateurs (équivalents plein temps), apprentis inclus, ce qui représente un accroissement de 1,5% par rapport à l'année précédente.

¹ Pour faciliter la lecture du document, le masculin générique est utilisé pour désigner les deux sexes.

3

Consommation des ressources

ÉLECTRICITÉ

En 2015, la consommation d'électricité a augmenté de 1,8% par rapport à l'année précédente pour s'inscrire à 7,6 millions de kWh. La consommation moyenne par collaborateur s'est montée à 9 380 kWh, ce qui équivaut à une hausse de 0,3%.

Cette consommation d'électricité élevée par rapport aux années précédentes s'explique pour l'essentiel par la transformation du bâtiment principal à Berne. Pendant plusieurs mois, en effet, le bâtiment principal et les locaux provisoires de la Laupenstrasse 18 ont été exploités en parallèle.

L'utilisation simultanée de l'ancien et du nouveau centre de calcul de Zurich durant quelques mois a elle aussi contribué à la hausse de la consommation d'électricité.

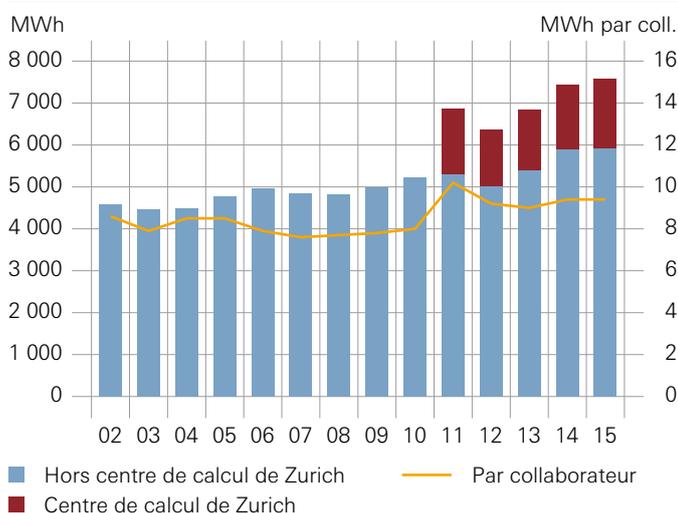
ENERGIE DE CHAUFFAGE

Le nombre de degrés-jours de chauffage s'est accru de 10% en 2015, d'où une consommation d'énergie de chauffage plus élevée qu'en 2014.

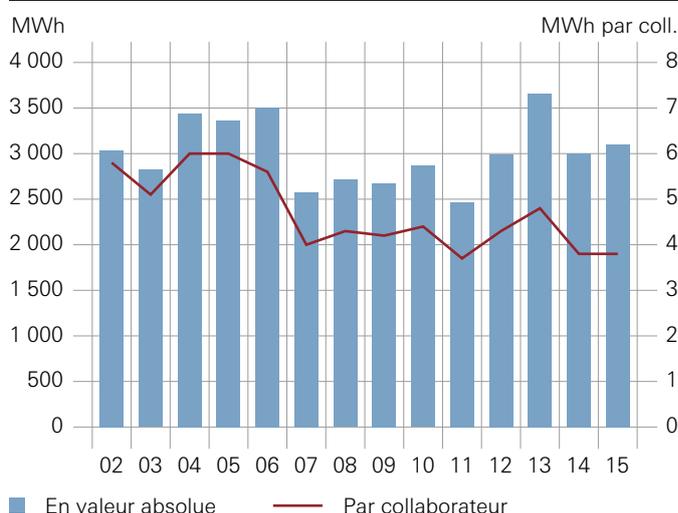
La consommation d'énergie de chauffage a augmenté de 3,3% en valeur absolue pour s'inscrire à 3,1 millions de kWh.

Par collaborateur, la consommation moyenne a progressé pour atteindre 3 840 kWh (+1,6%).

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ



CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE



DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS

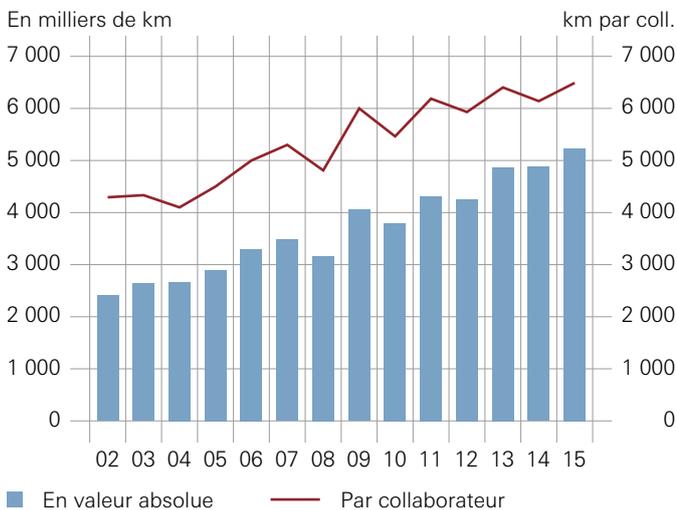
En 2015, la distance totale parcourue à des fins professionnelles s'est accrue de 9,2% pour s'inscrire à 5,2 millions de kilomètres.

Par collaborateur, elle a augmenté de 7,8% pour s'établir à 6490 km, la valeur la plus élevée depuis le début de la collecte de données en 1998. Il convient toutefois de noter que, depuis 2013, les trajets en avion sont recensés selon un nouveau système, ce qui rend impossible une comparaison directe avec les chiffres recueillis avant ce changement.

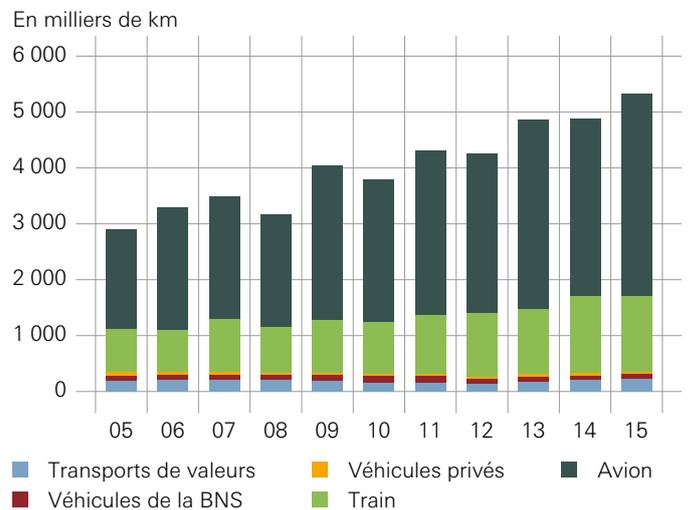
La hausse des déplacements professionnels est largement imputable aux trajets effectués en avion (+14,4%), dont une part tient à son tour aux voyages entre la Suisse et la succursale de la BNS à Singapour, inaugurée le 1^{er} juillet 2013. En recul de 1,9%, les trajets en train restent à un niveau élevé, en raison principalement des déplacements entre Zurich et Berne.

Les kilomètres parcourus avec les véhicules de la BNS ont augmenté de 6,4% alors que ceux effectués avec les véhicules privés à des fins professionnelles s'est contracté (-3,5%). Les distances attribuables aux transports de valeurs ont augmenté de 10,8%.

DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS



DÉPLACEMENTS PROFESSIONNELS



EAU

En 2015, la consommation d'eau a diminué de 5,3% et se chiffre à 12 400 m³. La consommation moyenne par collaborateur a reculé de 6,7%, passant à 15 400 litres par an, ou à 61 litres par jour de travail.

Ce repli tient principalement au fait que la consommation d'eau observée dans les locaux provisoires situés à la Laupenstrasse 18 à Berne est moindre que celle enregistrée les années précédentes dans le bâtiment à la Place fédérale 1.

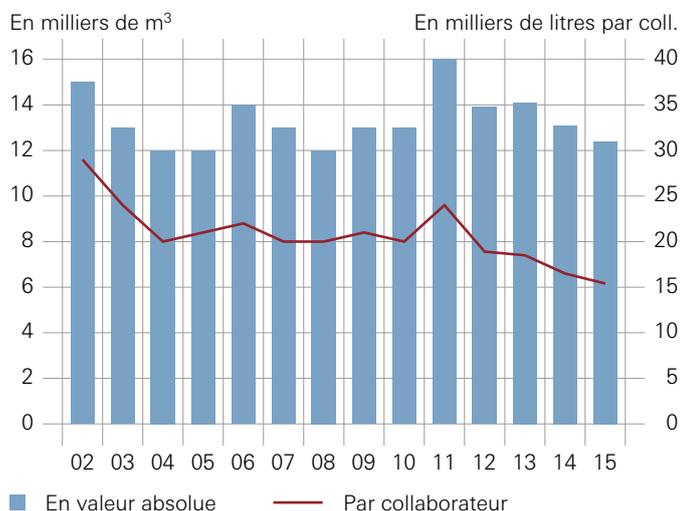
DÉCHETS

Par rapport à 2014, les quantités de déchets de bureau (hors déchets de construction, déchets de billets de banque, appareils électriques ou électroniques usagés, etc.) ont diminué de 6,6% pour s'établir à 121 tonnes. Ce recul est dû principalement aux déchets de carton.

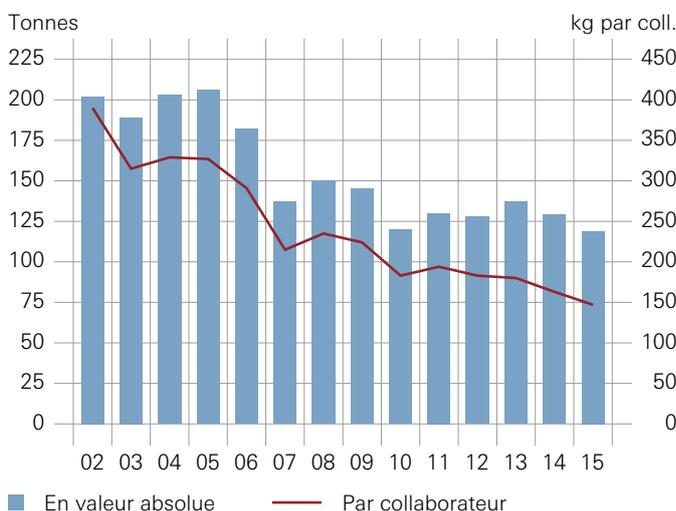
Le volume de déchets de bureau par collaborateur s'élève ainsi à 150 kg, soit 8% de moins que l'année précédente.

Les importants travaux de démolition liés à la rénovation du bâtiment de la Place fédérale 1 à Berne ont occasionné 5 500 tonnes de déchets de construction en 2015. Etant donné que leur volume peut considérablement fluctuer suivant les projets de construction en cours, les déchets de construction ne sont pas recensés dans les déchets de bureau.

CONSUMMATION D'EAU



DÉCHETS DE BUREAU

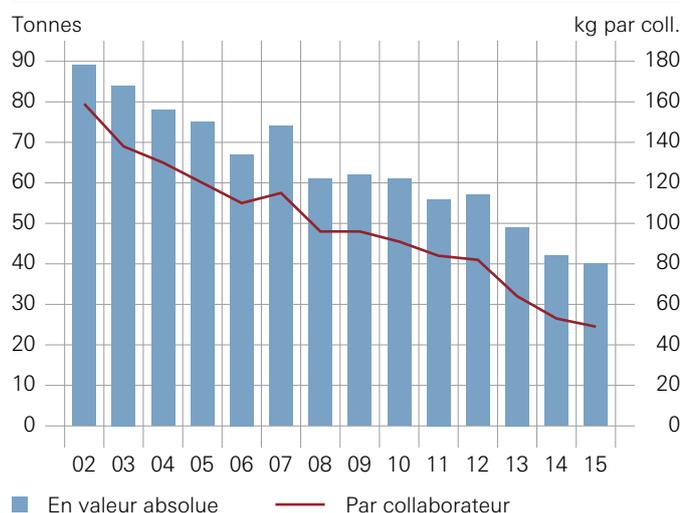


PAPIER

En 2015, la consommation de papier a baissé de 5,5% pour s'établir à près de 40 tonnes. En treize ans, elle a ainsi diminué de plus de la moitié. C'est surtout l'utilisation d'enveloppes et d'imprimés qui a reculé, tandis que celle de papier pour imprimante et photocopieuse a légèrement augmenté.

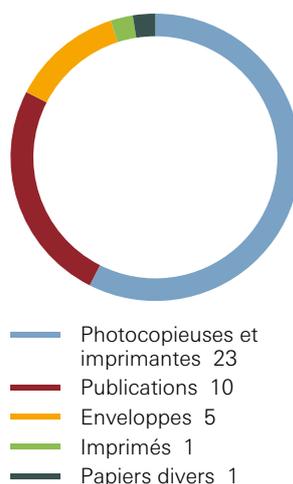
La consommation de papier par collaborateur et par an s'est contractée à 49 kg (-7,5%).

CONSUMMATION DE PAPIER



CONSUMMATION DE PAPIER

En tonnes



4

Changement climatique

STRATÉGIE EN MATIÈRE DE CLIMAT

La stratégie de la Banque nationale en vue de diminuer les émissions de gaz à effet de serre comprend quatre paliers: éviter les émissions de CO₂; les réduire; les remplacer; les compenser.

1. **Éviter:** diminuer la consommation de ressources en prenant des mesures d'optimisation au niveau de l'exploitation et en encourageant les collaborateurs à adopter un comportement respectueux de l'environnement.
2. **Réduire:** diminuer la consommation de ressources en investissant dans des travaux d'assainissement; améliorer l'efficacité énergétique.
3. **Remplacer:** produire la chaleur et le froid à l'aide d'énergies renouvelables en lieu et place d'énergies d'origine fossile et s'approvisionner en courant écologique.
4. **Compenser:** compenser les émissions restantes en soutenant des projets de protection du climat.

OBJECTIFS EN MATIÈRE DE CLIMAT

La Banque nationale a conscience des enjeux environnementaux, économiques et sociaux liés au changement climatique. Afin de diminuer l'impact de ses activités sur le changement climatique, elle a défini les objectifs suivants dans sa charte sur l'environnement valable jusqu'en 2016.

- renoncer, dans la mesure où les contraintes techniques et économiques le permettent, aux installations de chauffage à combustibles fossiles lors d'assainissements;
- réduire de 10% les émissions directes de gaz à effet de serre dues aux carburants et aux combustibles fossiles;
- couvrir totalement la consommation d'électricité par des énergies renouvelables;
- produire au moins 1% de l'électricité avec ses propres installations photovoltaïques;
- compenser toutes les émissions de gaz à effet de serre dès 2011.

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE

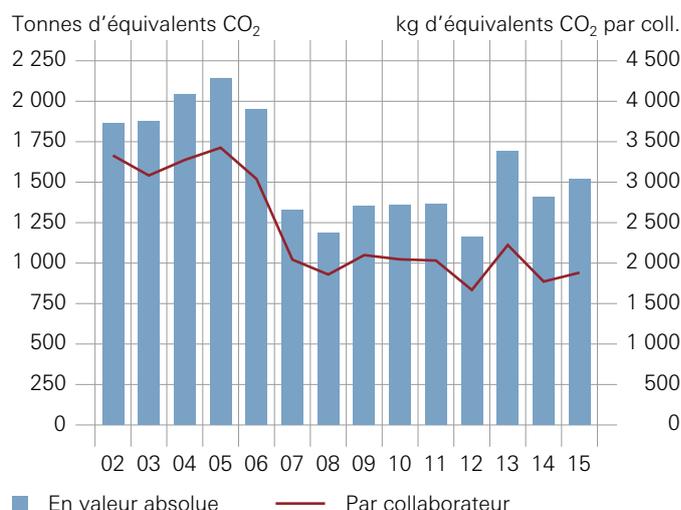
Dans le but d'éviter les émissions de CO₂, la consommation d'énergie des installations techniques et les réglages de celles-ci sont régulièrement contrôlés. Cela permet de prendre les mesures correctives et d'optimisation nécessaires. Afin d'encourager un comportement respectueux de l'environnement, les collaborateurs et les apprentis nouvellement engagés sont informés des principes de gestion de l'environnement adoptés par la BNS, et tous les collaborateurs sont régulièrement sensibilisés aux thèmes liés à l'environnement.

En vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre, des mesures techniques et architecturales sont mises en œuvre, en particulier lors d'assainissements.

Afin de remplacer le gaz naturel, une source d'énergie fossile, la BNS couvre une partie de sa consommation de gaz avec du biogaz. Depuis 2009, tous les sites de la BNS sont approvisionnés en courant écologique (produit par des centrales hydrauliques et solaires).

La BNS a atteint la neutralité climatique en 2011. Autrement dit, les émissions de gaz à effet de serre restantes, dues aux activités de la BNS, sont depuis lors compensées.

EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE



EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE EN 2015

En 2015, les émissions de gaz à effet de serre se sont accrues de 7,8% pour totaliser 1 520 tonnes d'équivalents CO₂. Cette hausse s'explique surtout par les distances plus longues parcourues en avion, un moyen de transport particulièrement polluant.

La baisse de la consommation de papier et d'eau a entraîné une réduction des émissions de gaz à effet de serre attribuables à ces domaines.

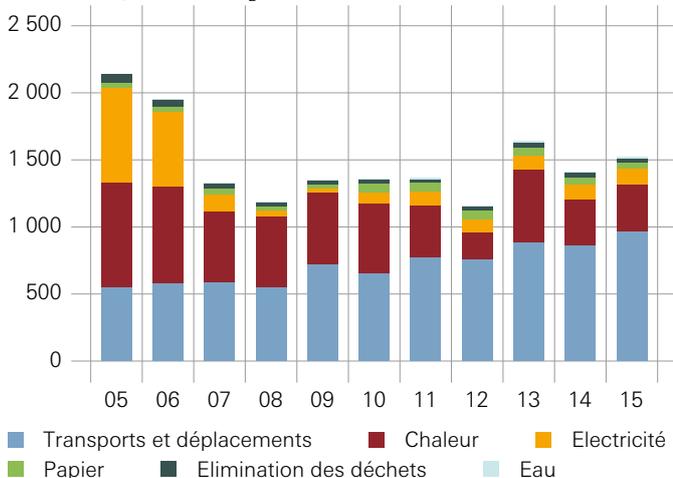
Les émissions annuelles par collaborateur se sont établies à 1 880 kg (+6,2%).

Gros consommateurs de carburants et de combustibles fossiles, les trajets en avion et les installations de chauffage sont les principales causes des émissions de gaz à effet de serre de la BNS, avec une part respective de 52,6% et de 23,3%.

Les autres facteurs d'émission sont, par ordre décroissant, la consommation d'électricité (environ 7%), les trajets en voiture (environ 7%), les trajets en train (4,3%), le papier (3,2%), l'élimination des déchets (2,1%) et l'eau (0,6%).

EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Tonnes d'équivalents CO₂



EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE SELON LE PROTOCOLE EN LA MATIÈRE

Le Protocole des gaz à effet de serre (Protocole des GES, *Greenhouse Gas Protocol*) est une norme reconnue au niveau international de comptabilisation des émissions de gaz à effet de serre. Ce système classe les émissions en trois champs d'application (*scopes*): les émissions directes, les émissions indirectes et les «autres» émissions indirectes.

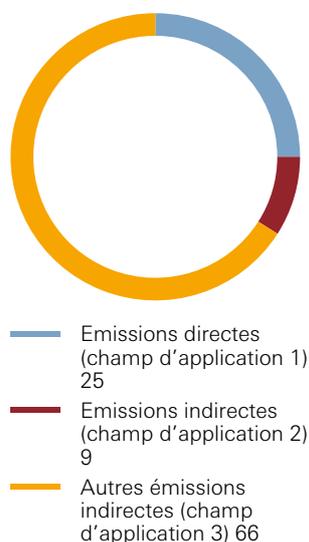
A la BNS, les émissions directes (champ d'application 1) sont le résultat de la production de chaleur à partir de gaz naturel et de mazout, des transports de numéraire ainsi que des trajets effectués avec les véhicules de la BNS.

Les émissions indirectes (champ d'application 2) regroupent les émissions attribuables à la production d'électricité et de chaleur à distance chez les fournisseurs.

Les «autres» émissions indirectes (champ d'application 3) comprennent les émissions dégagées lors de la production de biogaz, de la fabrication de papier, du traitement des eaux et de l'élimination des déchets, ainsi que celles liées au trafic ferroviaire, aux voyages en avion et aux déplacements professionnels des collaborateurs avec leur véhicule privé.

EMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (PROTOCOLE DES GES)

En %



5

Chiffres repères écologiques

Pour le calcul et la présentation de ses chiffres repères écologiques, la BNS se réfère aux normes VfU Standard 2010¹. Les chiffres figurant dans les tableaux ci-dessous divergent dans le domaine des déchets de ceux de la partie antérieure du rapport, car ils reposent sur des définitions différentes².

CHIFFRES REPÈRES, EN VALEUR ABSOLUE

	2014	2015	Variation (en %)
Energie (MWh)	10 430	10 660	+2.2
Electricité (MWh)	7 430	7 565	+1.8
Chaleur (MWh)	3 000	3 100	+3.3
Déplacements professionnels ³ (en milliers de km)	4 790	5 230	+9.2
Part ⁴ des kilomètres en train (%)	29	25	
Part des kilomètres en véhicule privé (%)	5	7	
Part des kilomètres en avion (%)	66	68	
Papier (kg)	42 130	39 830	- 5.5
Part du papier recyclé (%)	95	93	
Eau (m ³)	13 130	12 430	- 5.3
Déchets ² (t)	140	131	- 6.4
Part du recyclage (%)	58	53	
Part de l'incinération (%)	41	46	
Part des déchets mis en décharge (%)	0	0	
Part des déchets spéciaux (%)	1	1	
Emissions de gaz à effet de serre (t d'équivalents CO ₂)	1 410	1 520	+7.8

CHIFFRES REPÈRES, PAR COLLABORATEUR

	2014	2015	Variation (en %)
Energie (kWh)	13 100	13 200	+0.8
Electricité (kWh)	9 350	9 380	+0.3
Chaleur (kWh)	3 780	3 840	+1.6
Déplacements professionnels ³ (km)	6 020	6 490	+7.8
Papier (kg)	53	49	- 7.5
Eau (litres)	16 500	15 400	- 6.7
Déchets ² (kg)	176	162	- 8.0
Emissions de gaz à effet de serre (kg d'équivalents CO ₂)	1 770	1 880	+6.2

¹ Le VfU Standard 2010 (Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten) est une norme appliquée à l'échelle internationale pour mesurer la performance environnementale des prestataires financiers. Pour plus de détails, voir www.vfu.de.

² Les chiffres ne tiennent compte ni des déchets de construction et des billets de banque, ni des emballages réutilisables pour boissons. La quantité de déchets de bureau s'élève à 121 tonnes au total, soit 150 kg par collaborateur; certaines catégories de déchets n'ont pas été prises en compte ici.

³ Hors trajets effectués par des coursiers externes.

⁴ Parts dans la consommation totale.

6

Objectifs en matière d'environnement pour les années 2009 à 2016

Dans sa troisième charte sur l'environnement, la BNS a formulé des objectifs pour les années 2009 à 2016. Le tableau ci-dessous indique le niveau de réalisation des objectifs dans les domaines du changement climatique ainsi que de la préservation des ressources et de l'efficacité énergétique.

Jusqu'en 2015, les émissions de CO₂ imputables aux carburants et aux combustibles fossiles se sont réduites de 7,1%. Malgré le remplacement partiel du gaz naturel par du biogaz, dont les émissions de CO₂ sont moindres, les émissions rejetées par le trafic aérien sont probablement trop importantes pour espérer atteindre l'objectif visé, soit une diminution de 10%.

Depuis 2009, la BNS couvre l'intégralité de sa consommation d'électricité avec des énergies renouvelables. Et, depuis 2011, elle compense toutes les émissions de gaz à effet de serre imputables à ses activités.

Elle n'a pas encore atteint son objectif consistant à produire au moins 1% de l'électricité avec ses propres installations photovoltaïques. Cet objectif est difficile à réaliser, car la production d'électricité solaire sur les toits des bâtiments de la BNS est soumise à des contraintes

liées à la protection des monuments historiques. Les bâtiments de la BNS sont situés au centre des villes de Zurich et de Berne et ceux de Berne sont en outre inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Par rapport à 2009, la consommation d'énergie a augmenté de 39% en chiffres absolus; l'objectif de stabilisation n'a donc été ni atteint, ni même approché. Cette hausse s'explique entre autres par un important élargissement des limites du système depuis 2009. D'une part, le centre de calcul de Zurich a été intégré dans le système. D'autre part, deux nouveaux bâtiments ont été mis en service à Zurich (celui de Seefeld et le Metropol) en raison de l'accroissement des effectifs. Corrigée des effets dus à l'intégration du centre de calcul de Zurich, la consommation d'énergie a augmenté en termes absolus de 17,3%.

La consommation d'électricité par collaborateur s'est accrue de 19,8%, alors que l'objectif visé est une réduction de 5%. Corrigée des effets dus à l'intégration du centre de calcul de Zurich, elle a reculé de 5,2%, atteignant ainsi l'objectif fixé en 2009 compte tenu des limites du système de l'époque.

La consommation de combustibles fossiles en chiffres absolus a baissé de 28,4%, dépassant ainsi nettement l'objectif de -10%. Ce repli s'explique par la mise hors service d'installations de chauffage fonctionnant au gaz naturel et par le remplacement du gaz naturel par du biogaz, dont les émissions de CO₂ sont moindres.

OBJECTIFS EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT POUR LES ANNÉES 2009 À 2016

	Objectif jusqu'en 2016	Etat 2015	Année de référence 2009	Variation jusqu'en 2015 (en %)
Changement climatique				
Réduire de 10% les émissions de CO ₂ dues aux carburants et aux combustibles fossiles (t)	1 140	1 181	1 270	- 7.1
Couvrir la consommation d'électricité à raison de 100% par des énergies renouvelables (%)	100	100	100	0
Produire au moins 1% de l'électricité par ses propres installations photovoltaïques (%)	1	0	0	-
Compenser à 100% les émissions de gaz à effet de serre (%)	100	100	0	-
Préservation des ressources et efficacité énergétique				
Stabiliser la consommation d'énergie en chiffres absolus (kWh)	7 672 000	10 666 000	7 672 000	+39.0
Stabiliser la consommation d'énergie en chiffres absolus, corrigée des effets dus à l'adaptation du système ¹ (kWh)	7 672 000	8 999 000	7 672 000	+17.3
Diminuer de 5% la consommation d'électricité par coll. (kWh)	7 440	9 380	7 830	+19.8
Diminuer de 5% la consommation d'électricité par coll., corrigée des effets dus à l'adaptation du système ¹ (kWh)	7 440	7 420	7 830	- 5.2
Diminuer de 10% la consommation de combustibles fossiles (kWh)	1 519 000	1 209 000	1 688 000	- 28.4

¹ Sans prise en compte du centre de calcul de Zurich, intégré dans le système depuis 2011.

7

Comparaison des chiffres de 2014

Le Rapport sur l'environnement compare pour la première fois les chiffres repères écologiques de la BNS avec ceux d'autres banques centrales. La comparaison porte sur l'année 2014, car toutes les données de 2015 n'ont pas encore été publiées. Les chiffres repères VfU de la BNS sont mis en regard avec ceux de la Banque nationale d'Autriche (Österreichische Nationalbank, OeNB), de la Deutsche Bundesbank (Bundesbank) et d'une grande banque suisse. Pour ce qui est de la grande banque, les données se rapportent exclusivement aux succursales établies en Suisse.

Les chiffres repères de la BNS se situent dans le milieu du classement. La BNS fait nettement mieux que les autres banques en ce qui concerne la consommation d'eau et la quantité de déchets. Elle enregistre, en comparaison, une faible consommation de papier par collaborateur, et affiche la part de papier recyclé la plus grande.

Par contre, ses valeurs relatives à la consommation d'électricité et de chaleur, aux émissions de gaz à effet de serre ainsi qu'au nombre de kilomètres parcourus à des fins professionnelles sont relativement élevées.

EVOLUTION COMPARATIVE

Chiffres repères 2014 par collaborateur

	BNS	OeNB ¹	Bundesbank	Grande banque
Energie (kWh)	13 100	9 030	19 170	11 910
Electricité (kWh)	9 350	6 080	10 100	8 150
Chaleur (kWh)	3 780	2 950	9 070	3 760
Déplacements professionnels (km)	6 020	3 069	5 382	2 910
Part des kilomètres en avion (%)	66	79	n.d.	83
Papier (kg)	53	78	36	176
Part du papier recyclé (%)	95	85	n.d.	14
Eau (litres)	16 500	22 000	28 250	21 200
Déchets (kg)	176	299	330	296
Part du recyclage (%)	59	n.d.	n.d.	68
Emissions de gaz à effet de serre (kg d'équivalents CO ₂)	1 770	1 460	2 800	1 675

¹ Les chiffres repères concernant la chaleur, l'eau et les déchets ont été calculés par la BNS, sur la base des données publiées par la Banque nationale d'Autriche.
n.d. Aucune donnée disponible

CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU «CENTRE HASLI»

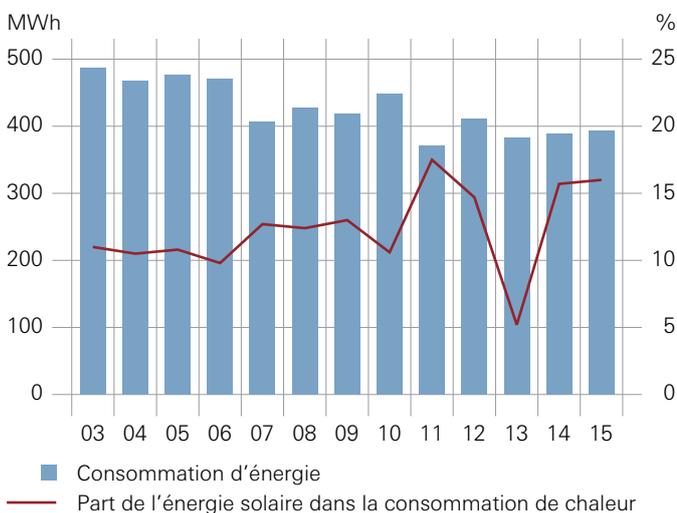
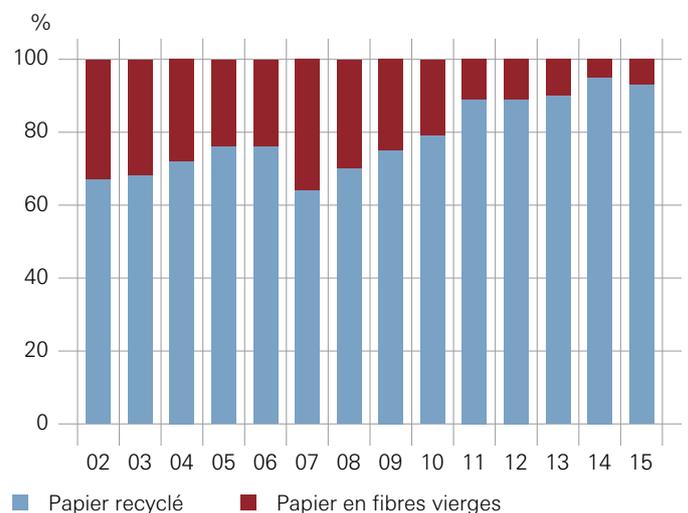
Par rapport à l'année précédente, la consommation totale d'énergie du centre de vacances et de formation «Hasli» s'est accrue de 1,4% en 2015, la consommation d'électricité ayant reculé de 2,4% et la consommation de chaleur, augmenté de 4%.

La part de chaleur produite par l'installation photovoltaïque s'est élevée à 38 700 kWh. Depuis la mise en service de l'installation en 2003, cette valeur n'a été dépassée qu'une seule fois, en 2011. Elle correspond à 16% de la consommation annuelle d'énergie de chauffage du «centre Hasli».

RECOURS AU PAPIER RECYCLÉ

Depuis 1998, la Banque nationale utilise, autant que faire se peut, du papier recyclé dans tous ses départements et services. En 2015, la part du papier recyclé s'est légèrement contractée par rapport à l'année précédente, mais reste très élevée avec un taux de quelque 93%.

En 2015, la BNS a imprimé la quasi-totalité de ses publications sur du papier 100% recyclé. Les documents restants, dont le Rapport de gestion et quelques brochures, ont été imprimés sur du papier portant le label «FSC Mix». Cette norme garantit que le papier provient de sources responsables (matières premières issues de forêts certifiées FSC et de sources contrôlées).

CONSOMMATION D'ÉNERGIE DU «CENTRE HASLI»**PAPIER RECYCLÉ ET PAPIER EN FIBRES VIERGES**

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ DES CENTRES DE CALCUL DE LA BNS

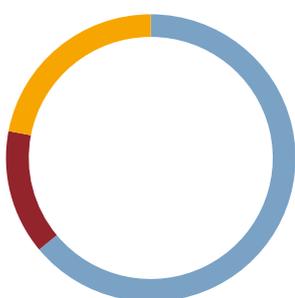
Sur la consommation d'électricité totale de la BNS en 2015, soit 7,6 millions de kWh, environ 36% sont imputables aux centres de calcul de Berne et de Zurich. Un peu plus de la moitié de cette électricité est utilisée pour refroidir les locaux.

En 2015, la consommation d'électricité du centre de calcul de Zurich s'est accrue de 7,4% par rapport à l'année précédente. Cette hausse est due à l'emménagement dans un nouveau centre de calcul, qui a nécessité l'exploitation simultanée des deux centres de calcul pendant plusieurs mois.

Pour la première fois depuis le déménagement, seul le nouveau centre de calcul de Berne était en service. Cela explique la diminution de 27,8% de la consommation d'électricité par rapport à 2014, année durant laquelle les deux centres de calcul ont simultanément été utilisés à Berne.

PART DES CENTRES DE CALCUL DANS LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

En %



— BNS	64
— Centre de calcul de Berne	14
— Centre de calcul de Zurich	22

CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ DANS LES REPRÉSENTATIONS ET LA SUCCURSALE DE LA BNS

La BNS gère dans les villes de Bâle, Genève, Lausanne, Lucerne, Lugano et St-Gall des représentations qui observent la vie économique dans leur région. Elle y employait 16 collaborateurs (11 postes à temps plein) en 2015. La consommation d'électricité des représentations a totalisé quelque 17 900 kWh.

Dans sa succursale à Singapour, où la BNS occupe 8 collaborateurs, la consommation d'électricité s'est élevée en 2015 à environ 52 000 kWh.

COURANT ÉCOLOGIQUE

La Banque nationale couvre sa consommation d'électricité en Suisse par du courant écologique certifié «naturemade star» composé d'énergie hydraulique et d'énergie solaire. Le certificat «naturemade star» est un label garantissant un courant produit de manière particulièrement respectueuse de l'environnement et se caractérisant par une plus-value écologique qui permet:

- d'encourager les énergies renouvelables;
- d'alimenter un fonds servant à financer des mesures écologiques dans le secteur des centrales hydro-électriques.

BIOGAZ

Depuis 2010, la BNS remplace une partie du gaz naturel utilisé pour couvrir sa consommation de chaleur par du biogaz. En 2015, la part du biogaz s'est élevée à 38,7%.

Le biogaz, dont les émissions de CO₂ sont faibles, est produit par la société Energie 360° (anciennement Erdgas Zürich) dans des usines régionales à partir de déchets organiques (déchets verts, restes de repas, etc.).

COMPENSATION DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Les montants de compensation facultatifs versés par la BNS pour toutes les émissions de gaz à effet de serre imputables à ses activités servent à soutenir financièrement quatre projets de protection du climat:

- parc éolien en Nouvelle-Calédonie dans les régions de Prony et de Kafeate;
- projet de géothermie «Dora II» en Turquie;
- traitement des eaux usées avec production de biogaz et utilisation de la chaleur résiduelle en Thaïlande;
- centrales hydro-électriques dans les provinces chinoises Chongqing, Yunnan, Sichuan et Guizhou.

Trois de ces projets visent non seulement des objectifs écologiques, mais aussi une plus-value sociale. Les projets de parc éolien en Nouvelle-Calédonie et de géothermie en Turquie sont certifiés «Gold Standard», et le projet de centrales hydro-électriques en Chine a obtenu le label «Social Carbon Standard».

Les rapports de validation de ces quatre projets sont publiés dans des registres officiels et peuvent être consultés sur les sites Internet du «Gold Standard Registry» ou du «VCS Registry» qui en présentent aussi les descriptifs, les rapports de suivi, etc.

«ACTIVITY CHALLENGE WEACT»

Afin de sensibiliser les collaborateurs aux questions d'environnement et de développement durable, la BNS a organisé, en mai et en juin 2015, un «Activity Challenge WeAct», qui a duré deux semaines.

«L'Activity Challenge WeAct» est une compétition par équipe visant à encourager les participants à s'engager en faveur de la durabilité et à développer de nouveaux comportements. Les participants réalisent des actions au quotidien pour remporter des points virtuels sur une plate-forme en ligne.

Au cours du challenge, 145 personnes réparties en 28 équipes, ont réussi, grâce à leurs actions, à «économiser» près de 3 000 kg de CO₂, soit l'équivalent de 22 000 kilomètres parcourus en voiture.

RÉNOVATION DE L'IMMEUBLE DE LA PLACE FÉDÉRALE 1 À BERNE

Pour les travaux de rénovation du siège de Berne, qui ont débuté en février 2015 à l'issue d'une phase de planification de deux ans, la BNS veille à utiliser des méthodes et des matériaux de construction écologiques qui permettront d'améliorer l'efficacité énergétique du bâtiment.

CONFÉRENCE: COMMENT RÉDUIRE LE TRAFIC TOUT EN CONSERVANT LA MÊME MOBILITÉ?

En octobre 2015, Monsieur Klaus Zweibrücken, professeur en planification des transports à la Haute école technique de Rapperswil, a donné une conférence à la BNS sur le thème de la mobilité durable. Dans son exposé, il a évoqué les facteurs actuels et futurs influant sur la mobilité et les mesures pouvant être prises à titre individuel pour promouvoir une mobilité durable.

Les revendications liées à la durabilité sont largement débattues dans les milieux économiques et la société civile. Pour satisfaire à ces exigences, il convient de fonder ses décisions quotidiennes non seulement sur des réflexions économiques, mais aussi sur des critères d'ordre écologique et social. Lorsqu'il s'agit de notre alimentation, nous prenons tous en compte la durabilité. Les aliments que nous consommons sont-ils sains ou bien ont-ils été traités aux pesticides ou contiennent-ils des antibiotiques? Viennent-ils de nos régions ou de contrées lointaines? Portent-ils un label bio ou de commerce équitable? Et qu'en est-il de leur caractère saisonnier? Autant de questions auxquelles nous sommes confrontés chaque jour, de manière consciente ou non, que nous faisons nos courses au supermarché ou choisissons un menu au restaurant du personnel.

L'alimentation est un besoin de base qui n'est fort heureusement plus compromis en Suisse. Tandis qu'en 1900 les ménages devaient encore consacrer plus de 50% de leurs dépenses de consommation à l'alimentation, aujourd'hui la part de cette dernière ne représente plus que 15%. L'offre de denrées alimentaires est des plus abondantes et s'adapte à tous les budgets et à tous les goûts. L'offre gastronomique est également riche et variée, allant du stand à saucisses au restaurant pour fins gourmets, sans oublier le bistrot servant des spécialités locales.

COMMENT PRIVILÉGIER UNE ALIMENTATION DURABLE?

Une telle abondance n'est possible qu'en raison de la dimension mondiale du marché alimentaire. La Suisse est elle aussi tributaire de l'importation de denrées alimentaires. Pour certains produits de consommation courante, elle n'a d'ailleurs pas le choix: ni café ni thé ne poussent en Suisse. Le consommateur s'est aussi habitué à trouver un large assortiment de produits frais tout au long de l'année. Rien d'étonnant donc à ce que nous nous interrogeons de plus en plus sur la durabilité,

notamment de notre alimentation. Quel est l'impact écologique et social de notre consommation alimentaire? Comment pouvons-nous empêcher l'exploitation des petits paysans et des ouvriers agricoles ainsi que la précarité de leurs conditions de travail dans les pays producteurs? Comment nous nourrir d'une manière respectueuse de l'environnement et du climat?

L'ÉCOBILAN, UNE SOURCE DE COMPARAISON

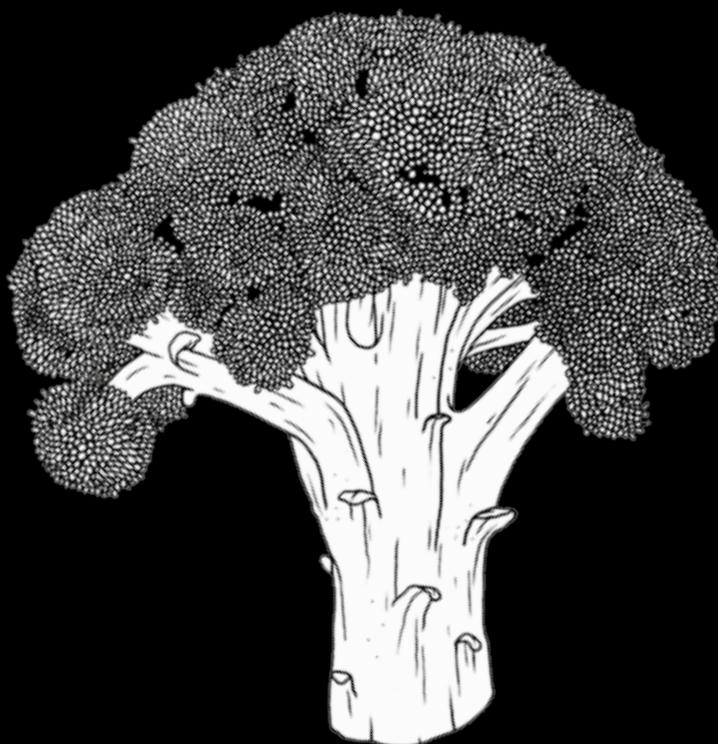
Il n'est pas facile de trouver des réponses simples à ces questions, justement en raison de la mondialisation des chaînes de production. Un instrument permet toutefois de mesurer et d'évaluer les incidences écologiques: il s'agit de l'écobilan, également appelé analyse du cycle de vie (ACV). L'écobilan étudie systématiquement l'impact environnemental des produits tout au long de leur cycle de vie. Les écobilans des denrées alimentaires s'attachent par exemple à décrire toutes les retombées environnementales de celles-ci depuis la production des produits jusqu'à leur élimination en passant par leur consommation. Ainsi, l'analyse des cultures sous serre tient compte non seulement de la consommation d'énergie et d'eau, mais aussi des processus en amont nécessaires à l'infrastructure, par exemple l'acier qui a été produit pour construire les rails sur lesquels circulent les trains de marchandises. Un écobilan permet donc de tirer des conclusions aussi exhaustives que possible sur les émissions de polluants, sur les effets climatiques ou sur la production de déchets des produits ou des processus analysés. La méthode d'évaluation de la charge écologique, mise au point en Suisse et fréquemment utilisée dans les écobilans, ne sert pas uniquement à mesurer l'impact environnemental complet de différents produits, mais aussi à comparer ces derniers sous l'angle environnemental. Il est ainsi possible de savoir si, en fin de compte, la tomate italienne est meilleure que la tomate suisse.

La BNS s'y connaît aussi en matière d'écobilans. Elle est en effet la première banque centrale à avoir dressé, en 1999, un écobilan des billets de banque. Niels Jungbluth, qui a été interviewé cette année dans le cadre du Rapport sur l'environnement, est un spécialiste reconnu des écobilans relatifs à l'alimentation. Il nous expose les conclusions qu'il a pu tirer de ses nombreuses analyses portant sur les écobilans des denrées alimentaires, un sujet qu'il approfondira lors de la conférence qu'il donnera en octobre 2016.



Fruits et légumes tout au long de l'année

Rêve d'asperges sur mousse de fraises à la Saint-Sylvestre? Parfait de tomates à Pâques? Le consommateur averti ne tombe pas dans ce genre de piège. Il fait ses achats en fonction de la saison et connaît la provenance des aliments. A la clé: des expériences gustatives inoubliables.



BROCCOLI

BROCCOLI | BROCCOLI

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre



BROMBEEREN
MÛRES | MORE



CATALOGNA
CHICORÉE DE CATALOGNE | CATALOGNA



Eté



JOSTABEEREN
CASEILLES / BAIES JOSTA | JOSTA



FENCHEL
FENOUIL | FINOCCHIO



R

ebaptisé «kale», le chou-plume s'est donné des atours chics pour partir à la conquête de nos cuisines. Pourtant, ce joli légume de la famille des choux était déjà consommé dans la Grèce antique. Ce légume d'hiver a besoin du gel pour développer sa saveur particulière. Le sirop de fleur de sureau, qui était déjà confectionné par nos grands-mères, a également trouvé sa place dans les rayons des grands distributeurs et des magasins bio. En revanche, la caseille, un croisement entre le cassis et la groseille à maquereau, est un fruit riche en vitamine C dont tout le monde n'a pas encore entendu parler. Egalement peu connu, le crosne du Japon est un tubercule qui a l'aspect d'une grosse chenille blanche nacrée et qui contient du stachyose, un tétrasaccharide grâce auquel ce légume-racine convient aussi aux personnes diabétiques. Tous ces délicieux fruits et légumes, les agriculteurs suisses les récoltent au fil des saisons. Partir à la (re)découverte des variétés locales ou ancestrales présente des avantages pour l'homme et la nature: en achetant des produits régionaux de saison, nous soutenons les producteurs locaux et la biodiversité.



BÄRLAUCH
AIL DES OURS | AGLIO ORSINO



SPARGEL
ASPERGES | ASPARAGI



Printemps



HOLUNDERBLÜTEN
FLEURS DE SUREAU | FIORI DI SAMBUCCO



1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



Janvier
Février
Mars
Avril
Mai
Juin
Juillet
Août
Septembre
Octobre
Novembre
Décembre

- Pleine saison
- Début ou fin de saison
- De garde
- Hors saison



ROSENKOHL
CHOUX DE BRUXELLES | CAVOLINI DI BRUXELLES
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

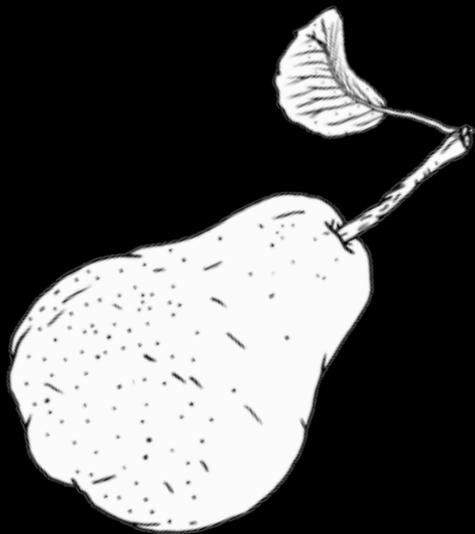


ROTKABIS / ROTKOHL
CHOU ROUGE | CAVOLO ROSSO
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



MAIS
MAÏS | GRANOTURCO
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

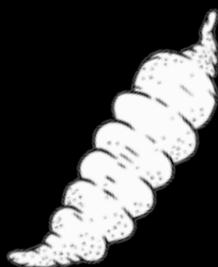
Automne



BIRNEN HERBSTSORTEN
POIRES D'AUTOMNE | PERE - VARIETÀ AUTUNNALI
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



MARRONI
CHÂTAIGNES | CASTAGNE
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



STACHYS / KNOLLENZIEST
CROSNES DU JAPON | CARCIOFO CINESE
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



COMMANDEZ
L'AFFICHE
à l'adresse
slowfoodyouth.ch

Concept: Flurina Gradin et
Anna Pearson, Slow Food Youth CH
Illustrations et graphiques: Nando von Arb

Hiver



FEDERKOHL / GRÜNKOHL
CHOU-PLUME | CAVOLO RICCIO
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12



CHICORÉE
ENDIVE | INDIVIA
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Beaucoup de consommateurs ne connaissent pas tous les fruits et légumes régionaux et ne savent pas quand ils sont de saison. Slow Food Youth Suisse entend y remédier et s'engage en faveur de denrées alimentaires de qualité et issues d'une production locale et durable. Le calendrier saisonnier illustré à la main, «*Calendarium Culinarium*», présente la saison à laquelle trouver cent fruits et légumes cultivés en Suisse selon les directives bio.

«On pourrait penser que le bio réalise de bien meilleurs résultats dans les écobilans, or ce n'est pas le cas.»

INTERVIEW: Jonas Studer



Cela fait vingt ans que Niels Jungbluth, gérant et propriétaire de la société ESU-services GmbH à Zurich, étudie des écobilans. Cette approche consiste à recenser et à évaluer «de bout en bout» les atteintes à l'environnement induites notamment par les denrées alimentaires, les systèmes énergétiques ou les modes de vie. Niels Jungbluth a fait des études de protection technique de l'environnement à l'Université technique de Berlin sanctionnées par un mémoire sur l'écobilan de la cuisine en Inde et complétées par une thèse de doctorat sur les conséquences environnementales de l'alimentation à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich.

Niels Jungbluth, de quels aspects de l'alimentation votre entreprise s'occupe-t-elle?

Nous sommes une entreprise de conseils spécialisée dans la méthodologie des écobilans. A ce titre, nous offrons des prestations aussi diverses que des études de cas, des projets de recherche ou des analyses à l'intention d'offices fédéraux et d'organisations non gouvernementales. Nous commercialisons un logiciel dédié aux écobilans, organisons des formations ou rendons des avis indépendants. Personnellement, je m'intéresse aux possibilités dont dispose le consommateur pour réduire la charge environnementale de son alimentation.

Qu'est-ce qu'une alimentation écologique ou durable? En quoi ces termes se différencient-ils?

Je fonde mes analyses sur les écobilans, qui englobent essentiellement des aspects environnementaux. Comme il s'agit avant tout de bilans, et donc de chiffres, je m'attache aux effets environnementaux quantifiables. Les écobilans permettent notamment de bien représenter l'impact climatique, car on dispose à cet effet de chiffres, de modèles et de prévisions assez fiables. Dans le domaine de la protection de l'environnement, il existe aussi des thèmes moins bien quantifiables, par exemple le bruit. La durabilité comprend quant à elle également des aspects sociaux et économiques, sur lesquels les avis sont souvent divergents au sein de la société. Est-il par exemple préférable que les agriculteurs suisses gagnent de l'argent ou que les paysans africains disposent d'un revenu?

Quels problèmes écologiques posent les habitudes alimentaires actuelles?

Il faut souligner que, pour ce qui est de l'alimentation, les atteintes à l'environnement sont avant tout dues à l'agriculture. Consommation de sol, biodiversité, surfertilisation et acidification du terrain – tous ces sujets sont propres à l'agriculture. Tant les cultivateurs que l'industrie agroalimentaire sont en mesure de réduire les atteintes à l'environnement. Quant au consommateur, il peut changer son comportement de multiples façons. Il

ne suffit pas de produire en respectant l'environnement, mais il faut considérer l'alimentation dans son ensemble.

Le consommateur dépense relativement peu par unité de denrées alimentaires. Peut-il toutefois influencer les choses?

Chaque jour, je prends une dizaine voire une vingtaine de décisions en rapport avec l'alimentation. Est-ce que je bois du café ou du thé au petit-déjeuner? Est-ce que je mets de la margarine ou du beurre sur mon pain? A la cantine, nous avons le choix entre trois menus; au supermarché, 10 000 articles nous sont proposés. Chaque décision individuelle n'influence guère la charge environnementale totale, mais toutes ces décisions s'additionnent.

Quelle est la part de l'alimentation dans la consommation de ressources et dans l'écobilan de la Suisse?

Du point de vue du consommateur, la pollution environnementale tient à trois facteurs principaux: l'énergie consommée par les ménages (essentiellement chauffage et électricité), la mobilité et l'alimentation. Dans ce contexte, la méthode d'évaluation est déterminante. En Suisse, nous connaissons notamment la méthode de la saturation écologique par laquelle les différents types d'atteintes environnementales sont pondérées dans l'écobilan sur une base standardisée. D'après cette méthode, l'alimentation représente environ 30% de la charge environnementale totale. Seules les denrées alimentaires sont prises en compte dans ce pourcentage. Celui-ci n'englobe pas l'énergie nécessaire pour cuisiner et réfrigérer les aliments ni pour laver la vaisselle, cette composante faisant partie de la consommation énergétique des ménages. La mobilité afférente aux achats est elle aussi intégrée séparément dans le bilan total.

La chaîne de création de valeur des denrées alimentaires se compose de la production, du transport et de la distribution. Laquelle de ces étapes porte le plus atteinte à l'environnement?

Toutes denrées alimentaires confondues, la principale atteinte provient de l'agriculture, c'est-à-dire du mode de production des denrées alimentaires, plus précisément de l'emploi d'engrais, de diesel, etc. Cependant, la situation peut différer d'un produit à l'autre. Ainsi, dans le cas des eaux minérales, les facteurs les plus importants sont le transport et le conditionnement. Ces aspects prédominent également dans le cas des aliments nécessitant un long processus de traitement ou de conditionnement.

Depuis quelque temps, on parle beaucoup de gaspillage alimentaire. Quel est le poids de cette thématique dans l'écobilan des denrées alimentaires?

C'est un aspect qui était connu depuis longtemps et que des études actuelles ne font que confirmer. On produit presque deux fois plus de denrées alimentaires que celles effectivement consommées. Ce constat soulève des questions intéressantes: à quel niveau les pertes se situent-elles, d'où proviennent-elles, sont-elles importantes, et comment peut-on les réduire? L'élimination et l'incinération des déchets jouent un moindre rôle. Dans ce domaine, les usines de biogaz ont donné naissance à toute une industrie d'élimination des déchets qui est ravie de pouvoir compter sur ces substrats. Le problème réside plutôt dans la production. Certains aliments ont traversé un long processus de fabrication. C'est notamment le cas de la pizza précuite qui, après avoir été longuement préparée puis réfrigérée pendant quatre semaines, finit à la poubelle.

Où note-t-on les plus grandes pertes? Chez le producteur, le distributeur ou le consommateur?

Cela dépend fortement des groupes de produits. Les légumes, les pommes de terre et d'autres produits frais ne sont même pas récoltés, mais immédiatement enfouis dans le sol dès lors qu'ils ne satisfont pas aux critères de qualité.

«D'une manière générale, il faudrait cesser de se poser trop de questions sur certains produits tels que les tomates. Mieux vaut consommer des tomates que de la viande.»

Pour les fruits et les légumes, il est difficile de les vendre à temps. Au supermarché, tout l'assortiment doit rester disponible jusqu'à la fermeture du magasin. De même, avant les jours fériés, les commerces ne peuvent pas se permettre de proposer uniquement une petite gamme de produits. Et comme les denrées alimentaires sont relativement bon marché, le consommateur n'éprouve aucun scrupule à les jeter. Les gens ne veillent plus à consommer les aliments à temps.

Quels produits ou groupes de produits portent particulièrement atteinte à l'environnement et au climat?

Dans notre mode d'alimentation, il s'agit surtout des produits animaux, c'est-à-dire la viande, les produits laitiers et les œufs, lesquels représentent tous ensemble quelque 50% de la charge environnementale. S'y ajoutent certaines denrées d'agrément telles que le café, l'alcool ou le chocolat. De nos jours, ces aliments sont consommés quotidiennement, alors qu'il y a un siècle, ils ne l'étaient qu'occasionnellement. Leur culture est relativement coûteuse; dans le cas du café par exemple, les rendements par hectare sont beaucoup plus faibles que ceux du blé.

Observe-t-on des différences en ce qui concerne la viande?

Il faut effectivement considérer la viande de manière différenciée. Dans l'écobilan, le bœuf enregistre les plus mauvais résultats, tandis que la volaille et le porc obtiennent de meilleures notes. Si l'on considère la situation globale en Suisse, on ne peut toutefois pas envisager d'abandonner l'élevage de bovins au profit de celui de volaille, car de nombreuses zones se prêtent uniquement à l'élevage extensif.

Les écobilans permettent de calculer si les tomates cultivées sous serre en Suisse sont plus écologiques que les tomates italiennes de plein champ. Quels sont les critères déterminants et comment sont-ils pondérés?
Un écobilan essaie de tenir compte de tout le cycle de

vie des produits. Dans le cas des tomates cultivées sous serre, le facteur principal est le chauffage. Pour chauffer une serre, il faut par exemple du gaz naturel, qui est transporté par pipeline, lequel requiert à son tour de l'énergie de pompage. La construction du pipeline a nécessité de l'acier, et lorsque la serre est chauffée, du CO₂ est libéré dans l'atmosphère. Mais les tomates d'Italie portent aussi atteinte à l'environnement. Leur culture peut exiger l'emploi d'engrais et de pesticides, et l'approvisionnement en eau peut également être problématique. Vient ensuite le transport entre le lieu de production et le dépôt central en Italie, puis entre celui-ci et le dépôt central en Suisse. Les transports sont peut-être pondérés un peu trop fortement aujourd'hui. Ce sont surtout les transports aériens qui polluent. Tous ces aspects sont pris en compte dans l'analyse.

Pour résumer, vaut-il mieux consommer une tomate cultivée en Suisse ou en Italie?

Ici aussi, tout dépend des circonstances. En hiver, la tomate venant du Sud de l'Italie peut être écologiquement meilleure, car en Suisse, la serre doit être chauffée. Mais il y a aussi des différences entre les serres, les unes étant chauffées au bois, les autres, au gaz naturel.

Comment pouvons-nous réduire facilement l'impact environnemental des aliments que nous consommons?

Ma stratégie consiste à donner quelques règles simples et claires. La contribution la plus importante est de réduire sa consommation de viande. Bien que la viande présente quelques avantages nutritionnels, il est clair que nous en consommons trop. Il est recommandé de manger de la viande deux à trois fois par semaine. Or actuellement nous en consommons plutôt sept fois. Une autre façon de contribuer simplement à la protection de l'environnement est d'acheter moins de produits importés par avion. En effet, même l'achat occasionnel de ces produits provoque une charge environnementale relativement élevée. Une autre option est d'éviter le gaspillage. Enfin, il est aussi conseillé d'acheter des fruits et des légumes de saison.

En respectant ces règles, on peut déjà faire la différence. D'une manière générale, il faudrait cesser de se poser trop de questions sur certains produits tels que les tomates. Mieux vaut consommer des tomates que de la viande.

Qu'en est-il des produits bio? Dans quelle mesure les labels bio sont-ils des garants de durabilité?

La production biologique est une thématique complexe en ce qui concerne les écobilans. On pourrait penser que le bio réalise de bien meilleurs résultats dans les écobilans, or ce n'est pas le cas. L'écobilan tient également compte du fait que la production de produits bio a tendance à être plus coûteuse. Elle nécessite par exemple de plus grandes surfaces cultivables, voire aussi un recours accru aux machines. En revanche, les produits bio sont plus avantageux sous l'angle de la gestion des nutriments du sol, notamment en raison de l'interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires de synthèse. Il faut souligner que la motivation des consommateurs pour acheter des produits bio tient davantage à l'idée que ces produits ne contiennent pas de pesticides et sont donc plus sains qu'à leur impact moindre sur l'environnement. Il y a 30 ans, l'agriculture conventionnelle utilisait encore beaucoup d'engrais; des lacs entiers ont été anéantis. Aujourd'hui, même ce mode de culture mise sur une réduction des pesticides et des engrais chimiques.

Les produits bio représentent actuellement une partie importante de l'assortiment des grandes surfaces et des discounters. Que pensez-vous de cette tendance?

En ce qui concerne la production et la qualité, ces produits bio ne sont certainement pas plus mauvais que ceux vendus dans les magasins spécialisés. Les règles et les contrôles sont stricts. Le discounter ne peut pas se permettre d'enfreindre les règles. Le problème relève plutôt du système: le discounter est probablement soumis à une plus forte pression sur les prix. Le magasin bio est quant à lui plus cher. Je paie aussi pour une certaine convivialité, par exemple la conversation que j'ai avec la vendeuse. Ce genre de modèle commercial possède également un aspect social attrayant. Toutefois, la pression économique évolue toujours plus dans le sens de l'efficacité. Du point de vue de l'écobilan, je dirais que les deux systèmes se valent.

Quel impact la croissance de la population mondiale a-t-elle sur l'effet environnemental de l'alimentation?

En raison de la croissance de la population, le monde compte de plus en plus de consommateurs. Parallèlement, le niveau de vie augmente. Mais celui que nous connaissons ici et auquel beaucoup de peuples aspirent accroît encore plus la charge environnementale de l'alimentation. On consomme davantage de viande, car il y a un rapport de dépendance relativement clair entre prospérité et consommation de viande. De même, la consommation de produits d'agrément tels que le chocolat, le café et ou le vin augmente, ce qui accroît la pression sur les surfaces de production.

La Suisse est un pays industrialisé très avancé. D'autres pays possèdent des conditions favorables à la production de denrées alimentaires et souhaitent exporter ces dernières. Comment évaluez-vous ce dilemme, et quelle solution préconisez-vous?

Du point de vue de la Suisse, il n'est pas possible de se nourrir uniquement à partir de la production régionale. Aujourd'hui, environ 50% des denrées alimentaires sont importées. Nous ne pouvons réduire notre dépendance vis-à-vis de l'étranger qu'en consommant moins de viande ou en réduisant l'importation de fourrages. En tant que client, ce n'est pas parce que j'achète un produit suisse que je contribue à augmenter sensiblement la production agricole nationale. Celle-ci est protégée et ne connaît en principe aucun problème d'écoulement. La publicité vantant les produits suisses vise plutôt à accroître les marges.

Quels sont les principaux obstacles à une alimentation écologiquement responsable?

Peut-être l'individualité, que personne n'est prêt à abandonner. Il est difficile d'imposer «par le haut» une alimentation respectueuse de l'environnement. On peut certes la promouvoir, mais il appartient à chacun de décider de la façon dont il veut se nourrir. C'est donc une entreprise qui doit passer par l'information et l'incitation. L'importance de l'environnement et de la santé doit constamment être rappelée à la mémoire, car cette prise de conscience exige un processus cognitif.

La BNS étudie, en collaboration avec la société SV Group, la mise en œuvre du programme «One two we», que vous avez co-développé. De quoi s'agit-il?

L'entreprise SV Group s'est rendu compte relativement tôt que l'assortiment et l'achat des produits jouent un rôle essentiel dans la durabilité. Dans le cadre de l'offre «One two we», une trentaine d'approches sont discutées et réalisées avec le client, en l'occurrence la BNS. Il s'agit par exemple de proposer un menu végétarien, d'utiliser des produits bio ou des produits agricoles régionaux ou saisonniers, de renoncer aux produits importés par avion ou cultivés sous serre. Le programme comprend aussi des conseils énergétiques pour le restaurant du personnel ainsi que des activités visant à réduire le gaspillage alimentaire. Des mesures de formation à l'intention des cuisiniers sont également prévues pour soutenir la mise en œuvre.

A l'automne prochain, vous donnerez une conférence à la BNS sur le thème de l'alimentation respectueuse de l'environnement. Quels sujets aborderez-vous à cette occasion?

J'aimerais présenter les coulisses d'un écobilan. Je voudrais montrer qu'en Suisse, l'impact environnemental de l'alimentation est relativement élevé. J'expliquerai aussi quels sont les domaines affectés et je montrerai quelques solutions. Enfin, j'expliquerai comment modifier ses habitudes alimentaires pour contribuer à une consommation respectueuse de l'environnement.

Annexe: Index GRI

L'index GRI se réfère aux directives de l'organisation internationale Global Reporting Initiative (GRI)¹, qui établit des lignes directrices largement reconnues pour l'établissement des rapports en matière de développement durable (www.globalreporting.org). Le tableau ci-après présente les indicateurs GRI traités dans le présent rapport et mentionne la page où trouver les informations correspondantes.

INDEX GRI

Elément du rapport		Page
Stratégie et analyse		
1.1	Déclarations d'un membre de la direction	3, 5
Profil de l'entreprise		
2.1	Nom de l'organisation	3
2.2	Principaux produits et marques correspondantes	5
2.5	Sites	5
2.8	Effectifs	5
Champ et périmètre du rapport		
3.1	Période considérée	5
3.3	Périodicité du rapport	5
3.4	Personne à contacter au sujet du rapport	28
3.6	Périmètre du rapport	5
3.9	Hypothèses, techniques de mesure et méthodes de calcul des données figurant dans le rapport	5
3.12	Index GRI	26
Gouvernance d'entreprise		
4.1	Structure de gouvernance, y compris comités de stratégie et de supervision	5
4.8	Lignes directrices, valeurs, codes de conduite et principes importants pour la performance environnementale	5
4.9	Procédures définies au niveau de la haute direction pour superviser la manière dont la performance environnementale est identifiée et gérée	5
Indicateurs de performance environnementale		
EN1	Consommation de matériaux	9, 12
EN2	Pourcentage de matières recyclées	9, 12, 14, 15
EN3	Consommation d'énergie directe	6, 12, 15, 16
EN5	Energie économisée	6, 12, 13, 15
EN7	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	16, 17
EN8	Consommation d'eau	8, 12
EN16	Emissions directes et indirectes de gaz à effet de serre	10, 11, 12
EN22	Masse de déchets par type et par mode de traitement	8, 12
EN29	Impact des transports et des déplacements professionnels sur l'environnement	7, 12

¹ Lignes directrices pour le reporting, développement durable, version 3.0 (2006).

Glossaire

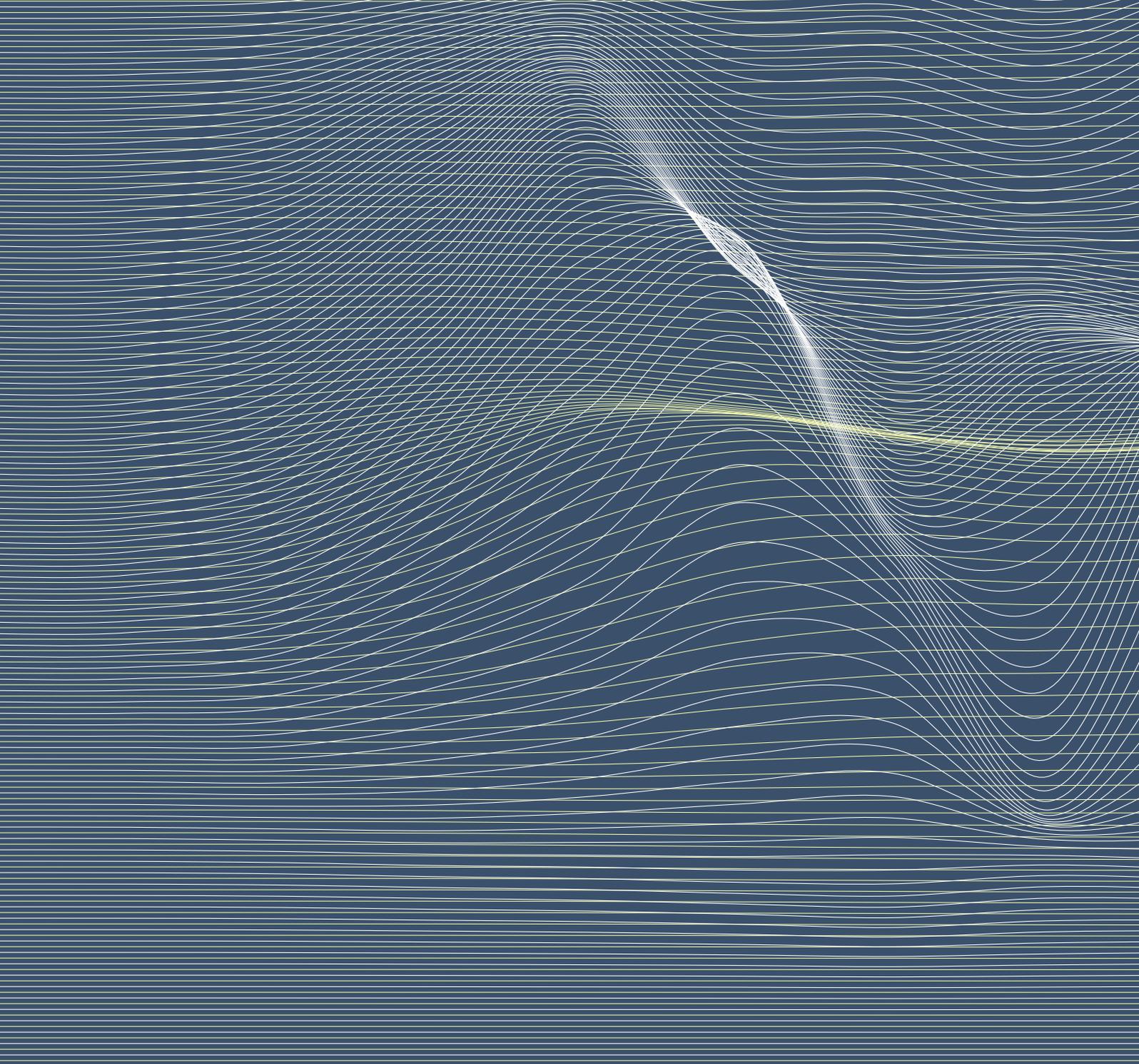
CO ₂	Dioxyde de carbone
coll.	Collaborateurs
Degrés-jours de chauffage	Somme des différences quotidiennes constatées sur une période donnée entre la température à l'intérieur d'un bâtiment (20° C) et la moyenne de la température extérieure calculée sur tous les jours de chauffage de la période considérée
Equivalent CO ₂	Volume de gaz à effet de serre exprimé en volume équivalent de CO ₂
Gaz à effet de serre (GES)	Substances gazeuses qui contribuent à l'effet de serre: dioxyde de carbone (CO ₂ , sert de valeur de référence), méthane (CH ₄), oxyde nitreux (gaz hilarant, N ₂ O), chlorofluorocarbures (CFC) et hexafluore de soufre (SF ₆)
kWh; MWh	Kilowattheure; mégawattheure: unités de mesure de l'énergie; 1 kWh correspond à l'énergie produite par 1 dl de mazout; 1 MWh correspond à 1 000 kWh
VfU	Verein für Umweltmanagement und Nachhaltigkeit in Finanzinstituten (association allemande)

Contact

Banque nationale suisse
Bureau de l'environnement, Jonas Studer
Case postale, 3003 Berne
Téléphone: 058 631 21 79
E-mail: jonas.studer@snb.ch

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne, juin 2016

Imprimé sur papier 100% recyclé Balance Pure



SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK
BANQUE NATIONALE SUISSE
BANCA NAZIONALE SVIZZERA
BANCA NAZIUNALA SVIZRA
SWISS NATIONAL BANK

